



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SIVOM**

Route de Tremblay  
91480 Varennes-Jarcy

Références : E/24-2005  
Code AIOT : 0006513226

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 septembre 2024 dans la déchetterie et la plateforme de tri, exploitées par le SIVOM, implantées sur les communes de Varennes-Jarcy (91480) et Brie-Comte-Robert (77170). L'inspection a été annoncée le 13 août 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM
- 77170 Brie-Comte-Robert
- Code AIOT : 0006513226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts est autorisé, par l'arrêté inter-préfectoral n° 12/DCSE/IC/104 du 20 décembre 2012, à exploiter, sur le territoire des communes de Varennes-Jarcy et de Brie-Comte-Robert, une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial et une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux.

À cet effet, les activités de la déchetterie et de la plateforme de tri relèvent des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement et de la déclaration au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

#### Autorisation

2710-1-a : Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial

### Enregistrement

2710-2-a : Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial ;

2716-1 : Installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes ;

### Déclaration

2714-2 : Installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux

2794-2 : Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
11	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 Point 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/09/2024, article R.511-9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité aux plans	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 2.1	Sans objet
2	Consignes	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 2.6.	Sans objet
3	Identification de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 3.1	Sans objet
4	Aires de déchargement, de chargement et d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 3.6	Sans objet
6	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.5.2	Sans objet
8	Contrôles des niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 6.2	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 7.13	Sans objet
10	Formation des personnels	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 9.6	Sans objet
12	Traitements des effluents	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.3	Sans objet
13	Evacuation des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 06 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la déchetterie et la plateforme de tri exploitées par le SIVOM, respectaient, globalement, les conditions d'exploitation imposées par l'arrêté inter-préfectoral n° 12/DCSE/IC/104 du 20 décembre 2012.

Toutefois la visite d'inspection a soulevé certaines observations pour lesquelles l'exploitant doit apporter des justificatifs ou mettre en place des actions correctives.

Aussi, l'exploitant doit mettre en place un œuvre un dispositif permettant de protéger les cartons collectés et d'améliorer le quota de valorisation de ces derniers.

L'exploitant doit également quantifier précisément l'activité relevant de la rubrique n° 2794 (broyage de déchets verts) au regard de l'activité effectivement exploitée dans l'établissement, en procédant si nécessaire à la régularisation administrative.

Le SIVOM doit, en outre, justifier de la capacité de rétention des effluents aqueux, à l'intérieur du site.

Enfin, suite aux analyses non-conformes des rejets aqueux constatées, en mai 2024, l'exploitant doit justifier de l'efficacité des mesures correctives mises en œuvre et procéder à un nouveau contrôle des eaux superficielles pour confirmer les dépassements constatés. L'inspection rappelle que la surveillance des rejets aqueux doit respecter une fréquence semestrielle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité aux plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 2.1
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier complété de demande 5/52 d'autorisation déposé par l'exploitant le 19 janvier 2012. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation précitée ou des dossiers complémentaires ultérieurs, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaire. Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier complété de demande 5/52 d'autorisation déposé par l'exploitant le 19 janvier 2012.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, le plan du site et le plan des réseaux, à jour et conformes à l'exploitation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 2.6.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes écrites et répertoriées sont tenues à la disposition du personnel concerné.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que les consignes de sécurité et d'exploitation mises à disposition des personnels étaient accessibles et clairement identifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Identification de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 3.1
<b>Prescription contrôlée :</b>  À proximité immédiate de l'entrée principale du site est placé un panneau de signalisation et d'informations.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté qu'à l'entrée du site est placé un panneau mentionnant les informations générales, les déchets acceptés et les déchets refusés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Aires de déchargement, de chargement et d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 3.6
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de déchargement, de chargement et d'entreposage des déchets sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Le sol de ces aires est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction éventuelles. Les aires de déchargement, de chargement et d'entreposage sont reliées à des capacités de rétention dimensionnées.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que les aires de déchargement et d'entreposage des déchets étaient clairement identifiées et délimitées. Ces zones étaient munies d'un sol étanche et équipées d'un dispositif de collecte des eaux de ruissellement, d'extinction d'incendie ou de déversement accidentel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces eaux sont collectées et dirigées par le réseau d'eau pluviales du site vers des dalots décanteurs d'un volume total de 290 m3, deux débourbeurs-déshuileurs et une bache de rétention de 160 m3 avant d'être rejetées dans le réseau d'assainissement communal au moyen d'une station de relevage. [...].
<b>Constats :</b>  Le site dispose de deux réseaux distincts de collecte des effluents aqueux.  Un premier réseau est dédié à la déchetterie et à la zone de traitement des déchets verts, dont les rejets s'effectuent dans le réseau communal. Les dispositifs de rétentions associés à ce réseau sont composés de six dalots décanteurs pour un volume total de 290 m3 et d'une bache de rétention de 160 m3.  Néanmoins, l'inspection des installations classées a constaté, sur les plans communiqués par l'exploitant, que cette bache de rétention était disposée en aval de la vanne d'isolement du réseau. Dès lors, l'inspection s'interroge sur l'utilité de cette bache en cas d'incident.  Un second réseau est spécifique à la plateforme de transit des déchets collectés dont les rejets sont dirigés, après traitement, vers un bassin d'infiltration.  Ce réseau est muni d'une vanne d'isolement permettant la rétention des effluents aqueux susceptibles d'être pollués.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Concernant le réseau de collecte dédié à la déchetterie et à la zone de traitement des déchets verts, justifier de sa capacité totale de rétention à l'intérieur de site, plus précisément avant la vanne d'isolement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Isolement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.5.2
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes. Ces dispositifs font l'objet d'opérations de contrôle et de maintenance périodiques selon les fréquences fixées par l'exploitant. Les résultats des opérations sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que les réseaux de collecte étaient équipés d'obturateurs de type vanne d'isolement à fermeture manuelle.  Ces dernières sont signalées et leur bon état de fonctionnement est régulièrement contrôlé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.3.4
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les caractéristiques des rejets tel que définies à l'article 4.6.3.3 du présent arrêté font l'objet de prélèvements et d'analyses semestriels par un organisme agréé. [...] Pour toutes anomalies ou dépassement détecté, la vanne d'isolement du bassin incriminé est immédiatement fermée et les eaux sont analysées selon la liste des paramètres visés à l'article 4.6.3.3. Si l'anomalie ou le dépassement est confirmé, les eaux du bassin sont pompées et traitées conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède bien à l'analyse des rejets aqueux deux fois par an, cependant ces contrôles sont réalisés, régulièrement, de manière très rapprochée, pour exemple moins de trois mois entre deux prélèvements au cours de l'année 2023 (mai et juillet), contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral qui exige une fréquence semestrielle.  L'inspection des installations classées a constaté, concernant les rejets aqueux dans le bassin d'infiltration, que le rapport des analyses réalisées, au mois de mai 2024, mentionne trois non conformités pour les paramètres MES, DBO5 et DCO.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > Respecter une fréquence semestrielle pour la surveillance des rejets aqueux. > Suite aux non-conformités constatées en mai 2024, justifier de l'efficacité des actions correctives mises en œuvre et confirmer les dépassements constatés conformément à l'article 4.6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 20/12/2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Contrôles des niveaux limites de bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 6.2
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser, tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zones d'émergence réglementée les plus proches par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b>  Le SIVOM a fait procéder, le 12 juin 2023, à une campagne des mesures des nuisances acoustiques. Le rapport démontre la conformité des mesures réalisées en limites de propriété et en zones d'émergences réglementées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 7.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  La défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux poteaux incendie implanté à moins de 150 mètres des zones de stockage. Chaque poteau incendie doit délivrer un débit de 60 m <sup>3</sup> /heure sous 1 bar de pression.
<b>Constats :</b>  Le contrôle des poteaux incendie a été effectué par un organisme agréé le 24 avril 2024. Le rapport fait état de la conformité des deux poteaux.  Les extincteurs du site ont été contrôlés le 29 avril 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Formation des personnels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 9.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan de formation, propre à chaque agent affecté à la gestion des déchets et adapté à leur fonction. [...] L'exploitant assure la formation de tous les personnels appelé à travailler au sein de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan de formation 2024 des personnels exerçant sur le site. L'inspection des installations classées a constaté que les actions réalisées et à venir concernent, en autres, les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• ATEX</li><li>• Amiante</li><li>• Risques chimiques</li><li>• Confinement des eaux polluées</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Entreposage des déchets****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 13, IV**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets**Prescription contrôlée :**

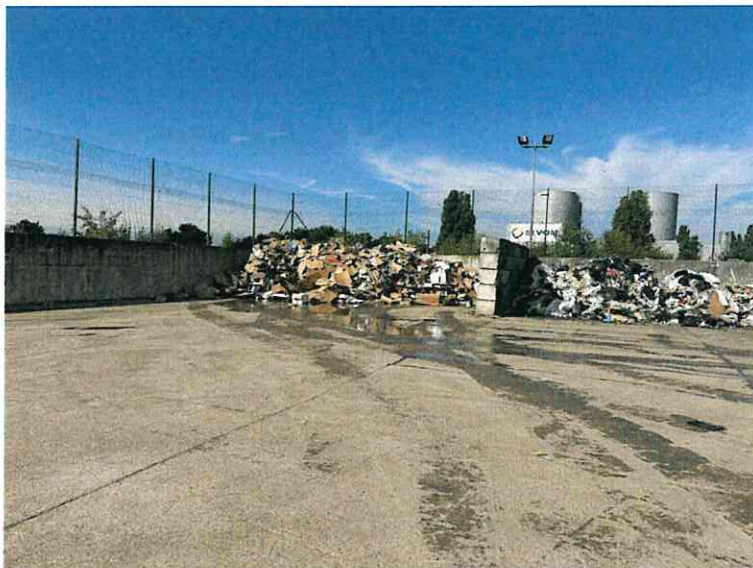
Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté que l'entreposage des cartons, issus de la collecte des 4 sites des déchetteries du SIVOM, était réalisé sans protection des intempéries.

Au regard du volume de carton collecté, ces conditions d'entreposage sont de nature à compromettre la bonne valorisation de ces derniers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en œuvre un dispositif permettant de protéger les cartons collectés et d'améliorer le quota de valorisation de ces derniers.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois**N° 12 : Traitements des effluents****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.6.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets**Prescription contrôlée :**

[...]

Les débourbeur-déshuileur sont conçus, dimensionnés, entretenus exploités et surveillés de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.6.3.3 et à faire face aux variations des

caractéristiques des effluents bruts.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le SIVOM procédait régulièrement à l'entretien des déboureur-déshuileur et au curage des réseaux. Les dernières maintenances ont été réalisées les 02 et 03 avril 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Evacuation des eaux d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> [...] <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<b>Constats :</b>  Suite à l'incendie du 16 juin 2024, l'exploitant a justifié, auprès de l'inspection des installations classées, l'évacuation des eaux d'extinction d'incendie vers une filière de traitement adéquate.  Le SIVOM a communiqué les bordereaux de suivi des déchets des évacuations effectuées les 19, 20 et 21 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/09/2024, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'activité du site relevant de la rubrique n° 2794 respecte les prescriptions suivantes, au titre d'une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j 2. Supérieure ou égale à 5 t/j, mais inférieure à 30 t/j  Le courrier préfectoral, du 20 décembre 2018, qui acte la mise à jour des activités du SIVOM, précise que l'activité de broyage des déchets verts est déclarée pour une quantité maximale de 15 tonnes par jours.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le niveau d'activité de broyage des déchets verts du SIVOM, sur son site de Varennes - Jarcy, ne correspond pas à la quantité déclarée en moyenne journalière, au regard des bilans annuels des 2 dernières années.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Quantifier précisément l'activité relevant de la rubrique n° 2794 au regard de l'activité effectivement exploitée dans l'établissement, en procédant si nécessaire à la régularisation administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois

